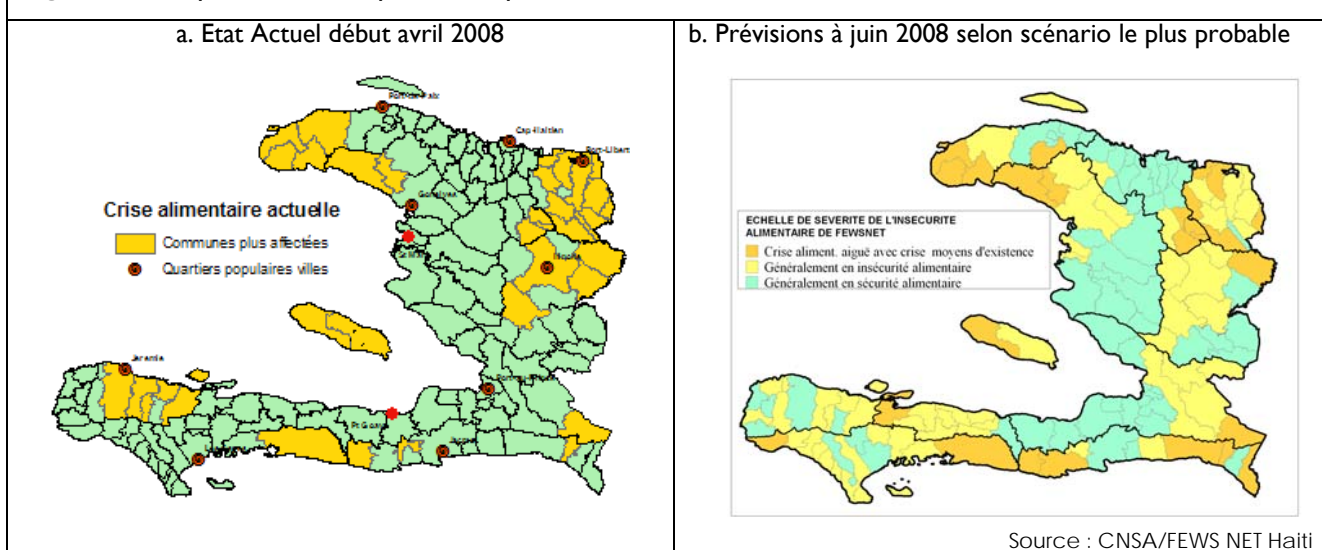


Résumé Exécutif

Les analyses prospectives qui sont présentées dans ce bulletin sont des ajustements à l'analyse de conjoncture qui avait été faite pour le premier trimestre 2008, en vue d'étendre la période de prévision à fin juin 2008. Les trois scénarios développés sont: un scénario le plus probable, un pessimiste et un optimiste.

- Haïti connaît actuellement une grande insécurité alimentaire. Celle-ci a surtout été causée par la mauvaise performance de la dernière saison agricole (août à décembre 2007) et par une très forte hausse des prix des céréales sur le marché international. Bien que le niveau très élevé des prix des aliments ait affecté tout le pays, certaines communes sont plus affectées (voir Figure 1-a). Les quartiers pauvres des villes n'ont pas été épargnés. La flambée des prix conduit à des stratégies de survie inacceptables (réduction des repas, vente effrénée de charbon de bois, migrations,...). Elle a aussi été à la base des manifestations violentes survenues début avril dans les villes.

Figure 1. Comparaison entre prévisions pour fin mars 2008 et conditions effectives de début avril 2008.



- L'insécurité alimentaire devrait évoluer négativement durant la période d'avril à juin 2008. Dans le scénario le plus probable (voir Figure 1-b et Figure 2), l'insécurité alimentaire actuelle ne pourra s'améliorer que vers fin juin, avec les prochaines récoltes. Bien que des facteurs favorables existent, en particulier l'abondance actuelle des mangues et la mise en œuvre anticipée d'un important plan de réponse d'urgence, les facteurs aggravants (hausse des prix, réduction des transferts, inondations plus ou moins localisées) prédomineraient. Le facteur le plus inquiétant est la hausse continue des prix des céréales (surtout le riz) et des produits pétroliers. Dans ce scénario, environ 2.5 millions de personnes seraient très affectées par l'insécurité alimentaire et auront besoin d'une assistance sous une forme ou une autre. Comme le montre la carte de la Figure 1-a, les zones les plus affectées sont surtout la pointe Ouest de la péninsule du Nord-Ouest, le Haut Artibonite, l'île de la Gonâve, certaines communes des départements du Nord-Est, du Sud, du Sud Est et de l'Ouest.

Les quartiers pauvres des principales villes continueront aussi à être très affectés par l'insécurité alimentaire.

- Dans le scénario pessimiste, les facteurs négatifs ci-dessus (hausse continue des prix des céréales et des produits pétroliers) seraient amplifiés et le plan d'intervention d'urgence ne serait pas exécuté suffisamment vite et efficacement. De ce fait, les manifestations violentes reprendraient, ce qui compromettrait en plus la création de nouveaux emplois à court et moyen terme. Environ trois millions de personnes seraient trop affectées par l'insécurité alimentaire pour s'en sortir sans assistance. Les communes les plus affectées, dont le nombre augmenterait considérablement, sont surtout situées dans les mêmes départements que dans le premier scénario.
- Il est recommandé au Gouvernement et aux bailleurs de fonds de mettre immédiatement en œuvre les interventions suivantes pour prévenir l'aggravation de l'insécurité qui découlerait de la matérialisation des scénarios probables et pessimistes:
 - Mettre rapidement en application les mesures annoncées par le Chef de l'Etat pour faire baisser le prix du riz, le principal aliment des villes. Ces mesures incluent une réduction volontaire de 6% de la marge des importateurs, une subvention du Gouvernement d'environ 10% sur les importations et plusieurs initiatives visant à augmenter la production nationale;
 - Accélérer la mise en œuvre du plan de réponse élaboré par le Gouvernement et ses partenaires (assistance alimentaire, amélioration des revenus grâce à des travaux à haute intensité de main-d'œuvre; renforcement de filet de sécurité sociale; relance agricole);
 - Préparer un plan de contingence à l'approche de la saison cyclonique.

Méthodologie utilisée dans l'élaboration des scénarios

Pour anticiper les conditions de sécurité alimentaire qui devraient exister durant la période allant d'avril à fin juin 2008, l'équipe d'analystes de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et le Réseau de Systèmes d'Alerte Précoce Contre la Famine (FEWS NET) a surtout analysé les facteurs suivants : 1) état actuel de la sécurité alimentaire; 2) tendances lourdes diverses observées au cours du premier trimestre de l'année 2008 (exemple : forte tendance à la hausse des prix des produits de base); 3) des facteurs structurels comme la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les taux de malnutrition infantile; et 4) opinions ou prévisions d'experts dans divers domaines, tels que la macroéconomie et la météorologie. Comme l'avenir est incertain, l'exercice de prévision a été mené en se basant sur trois scénarios (probable, pessimiste, et optimiste). Une évaluation des prévisions établies pour la période qui vient de s'achever est effectuée, avant l'analyse de conjoncture actuelle, pour améliorer la fiabilité des prévisions.

Évaluation des prévisions faites en janvier 2008 et état actuel de sécurité alimentaire

Selon le scénario le plus probable qui avait été établi en janvier 2008, l'état de la sécurité alimentaire allait se détériorer à la fin du premier trimestre 2008. Les raisons évoquées étaient principalement la faible performance de la saison d'hiver et l'inflation galopante. Il était prévu qu'à l'exception des départements du Nord, du Centre et de l'Ouest, tous les autres départements seraient assurés d'un état de sécurité alimentaire modérée jusqu'à fin mars 2008. Dans les faits, la situation a évolué comme prévue, encore que les effets très néfastes de la hausse des prix sur les mouvements sociaux et la stabilité politique (chute du gouvernement) n'avaient été anticipés que dans le scénario pessimiste.). La situation du Département du Sud s'est aggravée par rapport à ce qui avait été prévu en raison surtout des impacts des cyclones. Le Département du Nord s'est mieux classé par rapport aux prévisions car il n'a pas été trop touché par ces désastres.

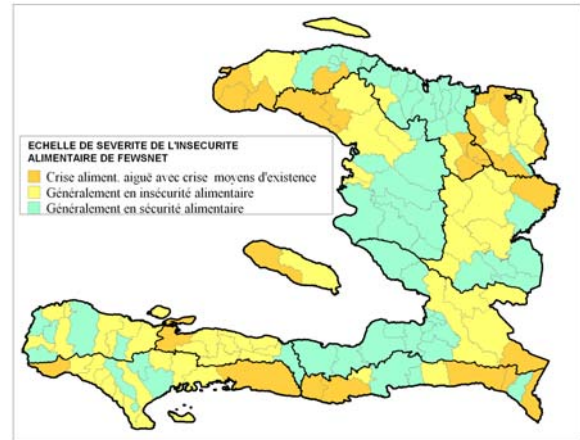
Notons que l'insécurité alimentaire qui frappe Haïti se situerait, selon les normes internationales basées de 'l'Integrated Phase Classification -IPC', dans les classes 'modérée' et 'haute' dépendant des zones.

Analyse de conjoncture de sécurité alimentaire pour le deuxième trimestre 2008

Scénario le plus probable

Les principales hypothèses retenues dans ce scénario, et leurs implications, sont résumées dans le tableau 1. L'état d'insécurité alimentaire devrait se détériorer avant les prochaines récoltes, prévues en juin. La Figure 2 montre que les zones les plus frappées par la crise actuelle resteront en général les plus affectées. L'insécurité alimentaire toucherait environ 2,5 millions de personnes, surtout si le plan de réponse à la crise, plan en train d'être finalisé, n'est pas exécuté rapidement. La célérité et l'efficacité avec lesquelles la prochaine équipe gouvernementale et les partenaires externes exécuteront ce plan seront déterminantes pour freiner, ou mieux encore, renverser la tendance actuelle. La principale raison de l'aggravation probable de la crise est la continuité de la hausse des prix des céréales et des produits pétroliers.

Figure 2. Estimation de la sécurité alimentaire d'avril à fin juin 2008 dans le scénario le plus probable



Source : CNSA/FEWS NET Haïti

Tableau 1. Scénario le plus probable : principales variables et effets attendus à l'horizon de fin juin 2008

| Variables | Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire |
|--|---|
| 1. La saison de mangues (avril à juin) est bonne et la levée en mars dernier des mesures d'interdiction d'importation par les USA profitent aux agriculteurs et aux intermédiaires dans les principales zones de production (Plaine de Cul de Sac à Port au Prince, Gros Morne dans l'Artibonite, Centre). | L'augmentation des revenus des agriculteurs et des intermédiaires dans les régions les plus concernées va beaucoup améliorer l'accès aux aliments. La mangue, aliment très consommé pendant cette période, va aussi améliorer la sécurité alimentaire dans ces zones, surtout pour les ménages pauvres. |
| 2. Poursuite de la tendance à la hausse des prix alimentaires (blé, maïs et riz) et des produits pétroliers sur le marché international. | Les prix des aliments de base continueront à monter sur le marché local, jusqu'à la période de récoltes en juin. La stabilisation du prix des céréales (en particulier le riz) à des niveaux abordables requiert des moyens financiers énormes que l'Etat ne peut pas réunir. Le taux d'inflation, en glissement annuel, dépassera les 12% au cours de la période considérée. D'autres manifestations de rue pourraient avoir lieu. |
| 3. Pluies abondantes durant la saison agricole printanière et le début de la saison cyclonique, entraînant des inondations localisées. | Dans l'état actuel de la dégradation environnementale, ces pluies favorables aux cultures, entraîneront des inondations localisées, affectant encore surtout les plus pauvres. Les impacts des inondations seront d'autant plus graves pour ces populations qu'il n'y a pas eu de réponses suffisantes aux désastres de 2007. |
| 4. L'interdiction d'importer les œufs et les poulets de la République Dominicaine (RD), en raison de la grippe aviaire sera maintenue. | La disponibilité et l'accessibilité des produits avicoles s'amélioreront, malgré les restrictions d'importation, car les projets d'investissement du secteur avicole en Haïti seront stimulés par l'interdiction. |
| 5. Le nouveau gouvernement mettra des efforts spéciaux sur l'exécution rapide du plan de réponse d'urgence; les ressources de l'assistance extérieure s'accroîtront à la suite des dernières manifestations contre la cherté de la vie. | Le plan de réponse d'urgence sera exécuté avec une plus grande célérité et une meilleure coordination, réduisant l'insécurité alimentaire, surtout pour les groupes les plus vulnérables. |
| 6. Baisse de la performance économique aux États Unis (USA) et en la République Dominicaine (RD). | La récession aux USA affecte négativement les exportations haïtiennes et les transferts de la diaspora; les opportunités d'emplois temporaires en RD diminuent quelque peu, alors que les déportations des illégaux augmentent. |

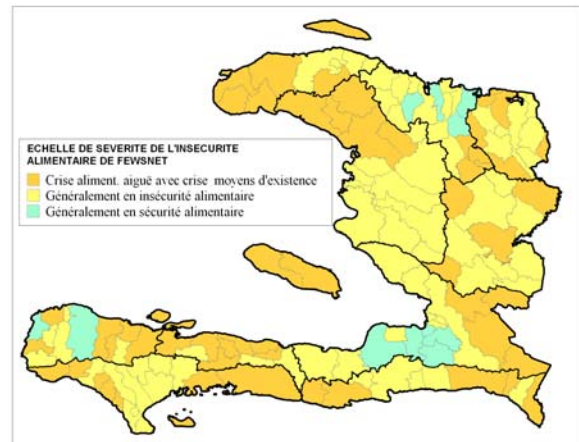
En dehors des emplois créés dans le cadre du plan de réponse d'urgence, il y aurait peu de nouveaux emplois créés par le secteur privé, en raison d'une perception de risques accrus qu'ont causé les récentes manifestations violentes. C'est seulement vers fin juin, avec les récoltes de la saison, que la disponibilité des aliments devrait significativement augmenter de telle sorte que l'augmentation des prix des céréales et de l'inflation puisse être stoppée ou renversée. Avant cela, environ deux millions de personnes pourraient avoir besoin d'une forme d'assistance ou une autre.

Scénario pessimiste

Les hypothèses posées et les conséquences probables de ce scénario sont résumées dans le tableau 2. La réalisation de ce scénario impliquera l'aggravation de l'insécurité alimentaire actuelle. Le nombre de personnes affectées se situerait autour de trois millions. Les groupes vulnérables du milieu rural et des bidonvilles pauvres resteront toujours les plus touchés (Figure 3).

Ce scénario suppose que d'autres manifestations violentes vont encore se produire dans les principales villes du pays pour protester contre l'aggravation de la cherté de la vie. Le secteur privé, en particulier celle des investisseurs potentiels, perdront encore plus de confiance dans les opportunités d'affaires en Haïti, et ne contribueront pas dans la création d'emplois. Des emplois actuels pourraient disparaître si de nouvelles manifestations violentes se produisent.

Figure 3. Estimation de la sécurité alimentaire d'avril à fin juin 2008, scénario pessimiste



Source : CNSA/FEWS NET Haïti

Tableau 2. Scénario pessimiste: principales variables et effets attendus d'avril à fin juin 2008

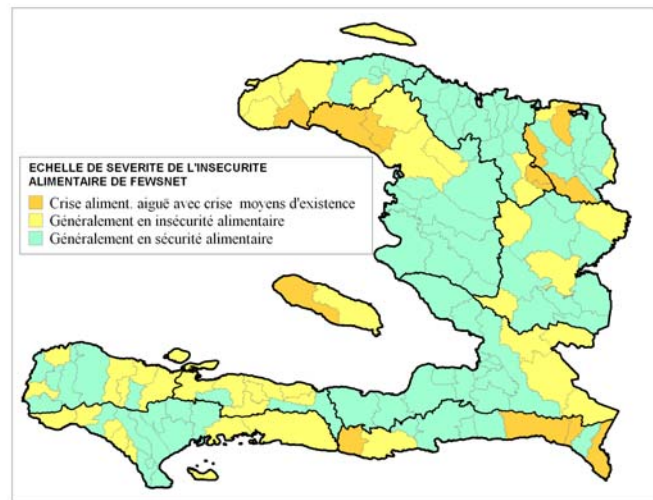
| Variables | Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire |
|--|---|
| 1. Les prix des aliments de base et des produits pétroliers augmentent davantage. | Le taux d'inflation dépasse les 20% et la croissance économique est insignifiante. Le secteur privé croit de moins en moins aux opportunités économiques en Haïti, et il y a moins d'investissements et de création d'emplois. Des emplois actuels seraient même perdus, résultant en diminution de pouvoir d'achat de la population. |
| 2. Le démarrage du plan de réponse d'urgence traîne en raison des difficultés de mobilisation de ressources; la coordination et/ou le ciblage sont inadéquats. | Les manifestations violentes contre la cherté de la vie se répèteront, ce qui rend le secteur privé encore plus réticent à investir en Haïti. Pire encore, des entreprises pourraient supprimer des emplois, suite aux pertes qu'elles ont subi ou subiraient suite aux émeutes. |
| 3. Beaucoup d'inondations, de glissement de terrain, et/ou un cyclone majeur, surviennent pendant la période. | Des inondations entraînant des pertes de récoltes, la destruction des infrastructures et des pertes de biens et de vies humaines, aggravent l'état de précarité des populations. |
| 4. Apparition de la grippe aviaire en Haïti | Le secteur avicole, en développement rapide actuellement, prend un coup dur avec des pertes énormes pour les investisseurs et une baisse de consommation de produits d'élevage aviaire pendant la période. Ceci contribuera à détériorer la qualité de l'alimentation. |
| 5. Il y a, à la fois, une récession aux USA et un fort ralentissement de la performance économique en RD. | De nombreux Haïtiens de la diaspora perdent leurs emplois et ne parviennent pas à se faire réembaucher rapidement. Les opportunités d'emplois temporaires en RD diminuent et/ou les déportations des illégaux augmentent. En conséquence, le volume de transferts de la diaspora diminuera. |

Scénario optimiste

Le tableau 3 résume les variables retenues pour le scénario positif. La majorité des communes aurait une généralement bonne sécurité alimentaire (voir communes en vert dans la Figure 4). Les principaux éléments qui justifient l'optimisme incluent l'effort concerté entre le gouvernement et la communauté internationale en vue de juguler la hausse des prix et d'assister les groupes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire a abouti à un plan d'action d'urgence, dont la mise en œuvre devrait être la première priorité pour le nouveau gouvernement. Un autre élément qui donne l'optimisme est l'espoir que les prix élevés et la subvention annoncée d'intrants vont inciter les agriculteurs en Haïti (et ailleurs dans le monde) à emblaver plus de superficie et d'utiliser plus d'intrants. Les perspectives de récoltes de la saison, qui n'auront malheureusement lieu qu'après fin juin en Haïti, devraient être bonnes en juin, stimulant un écoulement plus rapide des stocks vivriers et une baisse prix des céréales.

Même dans le scénario optimiste, environ un million de personnes aurait toujours besoin d'un appui externe pour assurer leur sécurité alimentaire sans devoir adopter des stratégies de survie inacceptables.

Figure 4. Estimation de la sécurité alimentaire d'avril à fin juin 2008, scénario optimiste



Source : CNSA/FEWS NET Haïti

| Tableau 3. Scénario optimiste: principales variables et effets attendus d'avril à fin juin 2008 | |
|---|--|
| Variabes | Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire |
| 1. Les inondations, glissements de terrain et cyclones sont moins sévères que prévu. | L'exécution du plan d'urgence n'est pas perturbée par la nécessité d'apporter des réponses urgentes aux catastrophes naturelles. |
| 2. Les émeutes de début avril rendent les autorités à tous les niveaux plus vigilants vis-à-vis de la vulnérabilité et à la détérioration des conditions de vie et de sécurité alimentaire de la population, ce qui se traduit, à court terme, par une meilleure exécution des récentes mesures du Président de la République et du plan de réponse d'urgence interinstitutionnel existant. | La tendance à la hausse rapide des prix des aliments de base est maîtrisée, ce qui permet d'éviter la répétition des manifestations violentes de début avril. L'insécurité alimentaire diminue significativement parmi les groupes les plus vulnérables. Le secteur public, les ONGs et les agences des Nations Unies créent beaucoup d'emplois non spécialisés, notamment dans le cadre des travaux de haute intensité de main-d'oeuvre. Le secteur privé est rassuré par le prochain gouvernement et commence timidement à réinvestir dans certains secteurs. De telles actions améliorent graduellement le pouvoir d'achat de la population et promettent encore plus d'impact positif à court et moyen terme. |
| 3. Les actions concertées du prochain gouvernement, du secteur privé, et des partenaires externes mobilisent suffisamment de ressources et exécutent bien le plan de réponse d'urgence déjà élaboré. | |
| 4. Amélioration de la situation économique aux Etats-Unis et en RD. | Le volume de transferts de la diaspora vers les ménages haïtiens reste constant ou augmente pour répondre à des besoins plus importants et plus pressants liés à l'insécurité alimentaire actuelle. |

Conclusions et recommandations

Au terme de l'analyse prospective, des mesures préventives ou correctives sont proposées aux décideurs. Si ces mesures sont pro-activement prises, les évolutions négatives anticipées ne devraient pas se produire, ce qui 'faussera' les prévisions. Cependant, la plus grande utilité de l'analyse prospective est précisément de prévenir des crises alimentaires, et non pas la réalisation des pronostics.

Les recommandations suivantes sont formulées à l'intention du Gouvernement et de ses partenaires extérieurs. Des recommandations plus détaillées, y compris par rapport aux modalités d'exécution et de coordination, ont été formulées dans le document de plan de réponse d'urgence élaboré par le Gouvernement et des partenaires de la communauté internationale.

Interventions immédiates recommandées au Gouvernement et aux bailleurs de fonds

- Accélérer et mettre en œuvre le plan de réponse élaboré par le gouvernement et ses partenaires (assistance alimentaire; amélioration des revenus notamment par le biais des travaux à haute intensité de main d'œuvre; renforcement des programmes de filet de sécurité sociale; relance agricole).

Mesures générales indispensables à court et moyen terme recommandées au Gouvernement

- Accélérer la réparation/extension d'infrastructures d'irrigation endommagées par les récents désastres ;
- Mettre en place les appuis nécessaires à l'augmentation de production agricole (y compris une meilleure conservation et transformation des produits périssables) pour mieux faire face aux chocs externes ;
- Renforcer le suivi des indicateurs de suivi de l'insécurité alimentaire (prix des aliments de base, création d'emplois, pluviométrie et activité cyclonique, stratégies de survie (exemples : migration, vente de charbon de bois, moins de diversité de la diète); statistiques de malnutrition infantile;
- Préparer un plan de contingence à l'approche de la saison cyclonique.